

A person in a white shirt is seen from behind, holding a glowing orb. The background is a city skyline at night with many lit-up buildings. The scene is overlaid with a blue and white striped pattern.

REXEL

un monde d'énergie

**Etats financiers
consolidés intermédiaires
résumés au 31 mars 2016**



Société anonyme
au capital social de 1 509 356 890 euros
Siège social : 13, boulevard du Fort de Vaux – CS 60002
75017 Paris - France
479 973 513 R.C.S. Paris

États financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2016 *(non audités)*

SOMMAIRE

Compte de résultat consolidé (non audité).....	2
Résultat global consolidé (non audité)	3
Bilan consolidé (non audité)	4
Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité)	5
Tableau de variation des capitaux propres consolidés (non audité)	6
Notes annexes aux états financiers consolidés	7
1. Informations générales	7
2. Principales méthodes comptables.....	7
3. Regroupements d'entreprises	9
4. Information sectorielle	10
5. Frais administratifs et commerciaux.....	11
6. Autres produits et autres charges.....	12
7. Charges financières nettes.....	12
8. Impôt sur les bénéfices.....	13
9. Opérations abandonnées	13
10. Actifs destinés à être cédés.....	14
11. Résultats par action.....	15
12. Avantages du personnel	15
13. Endettement financier.....	16
14. Juste valeur des instruments financiers	20
15. Saisonnalité	20
16. Litiges	21
17. Evènements postérieurs à la période de reporting.....	21

Compte de résultat consolidé (non audité)

	(en millions d'euros)	Note	Période close le 31 mars	
			2016	2015 ⁽¹⁾
Chiffre d'affaires		4	3 160,6	3 221,6
Coût des ventes			(2 387,4)	(2 427,1)
Marge brute			773,2	794,5
Frais administratifs et commerciaux		5	(663,3)	(672,3)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges			109,9	122,2
Autres produits		6	0,9	0,2
Autres charges		6	(17,8)	(17,4)
Résultat opérationnel			93,0	105,0
Produits financiers			0,7	0,9
Coût de l'endettement financier			(28,1)	(40,5)
Frais financiers liés aux opérations de refinancement			-	(19,6)
Autres charges financières			(5,8)	(10,4)
Charges financières (nettes)		7	(33,2)	(69,6)
Résultat net avant impôt			59,7	35,4
Impôt sur le résultat		8	(20,9)	(12,3)
Résultat net des activités poursuivies			38,8	23,2
Résultat net des activités abandonnées		9	-	(2,5)
Résultat net			38,8	20,7
Dont attribuable :				
aux actionnaires de la société mère			38,9	21,1
aux intérêts ne conférant pas le contrôle			(0,0)	(0,4)
Résultat net par action :				
Résultat de base par action (en euros)		11	0,13	0,07
Résultat dilué par action (en euros)		11	0,13	0,07
Résultat net par action des activités poursuivies :				
Résultat de base par action des activités poursuivies (en euros)			0,13	0,08
Résultat dilué par action des activités poursuivies (en euros)			0,13	0,08

⁽¹⁾ Après reclassement du secteur opérationnel « Amérique latine » en activités abandonnées (voir note 9)

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Résultat global consolidé (non audité)

	Période close le 31 mars	
	2016	2015
(en millions d'euros)		
Résultat net	38,8	20,7
Eléments destinés à être reclassés en compte de résultat		
Profit / (perte) sur couvertures d'investissements nets à l'étranger	60,8	(137,8)
Effet d'impôt	(20,9)	47,4
	39,9	(90,4)
Ecarts de conversion	(113,6)	280,2
Effet d'impôt	24,0	(40,4)
	(89,6)	239,9
Profit / (perte) sur couvertures de flux de trésorerie	(2,4)	(1,7)
Effet d'impôt	0,8	0,6
	(1,6)	(1,1)
Eléments non reclassables en compte de résultat		
Gains / (pertes) actuariels(-les) sur engagements de retraite et avantages assimilés	(17,4)	(42,9)
Effet d'impôt	4,8	6,0
	(12,6)	(36,9)
Autres éléments du résultat global au titre de la période, nets d'impôt	(63,8)	111,5
<i>dont autres éléments du résultat global provenant des activités abandonnées</i>	-	1,8
Résultat global consolidé au titre de la période, net d'impôt	(25,0)	132,2
Dont attribuable :		
<i>aux actionnaires de la société mère</i>	(24,4)	131,2
<i>aux intérêts ne conférant pas le contrôle</i>	(0,6)	1,0

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Bilan consolidé (non audité)

<i>(en millions d'euros)</i>	Note	Au 31 mars 2016	Au 31 décembre 2015
Actifs			
Goodwill		4 276,9	4 266,6
Immobilisations incorporelles		1 086,4	1 108,0
Immobilisations corporelles		287,5	288,7
Actifs financiers non courants		53,0	33,8
Actifs d'impôt différé		156,8	159,0
Total des actifs non courants		5 860,6	5 856,2
Stocks		1 522,5	1 535,0
Créances clients		2 194,2	2 129,4
Créances d'impôt courant		35,3	47,6
Autres actifs		475,3	495,3
Actifs destinés à être cédés	10	48,4	53,8
Trésorerie et équivalents de trésorerie	13.1	443,9	804,8
Total des actifs courants		4 719,6	5 065,8
Total des actifs		10 580,2	10 922,1
Capitaux propres			
Capital social		1 509,4	1 509,4
Prime d'émission		1 680,5	1 680,5
Réserves		1 132,4	1 154,1
Total des capitaux propres attribuables aux actionnaires de la société		4 322,3	4 343,9
Intérêts ne conférant pas le contrôle		8,4	9,0
Total des capitaux propres		4 330,7	4 352,9
Dettes			
Dettes financières non courantes	13.1	2 243,4	2 342,1
Provisions pour retraites et avantages assimilés		351,6	343,4
Passifs d'impôt différé		200,1	211,2
Provisions et autres passifs non courants		81,0	72,3
Total des passifs non courants		2 876,1	2 968,9
Dettes financières courantes	13.1	700,9	660,4
Intérêts courus	13.1	27,5	8,1
Dettes fournisseurs		1 919,9	2 138,3
Dette d'impôt exigible		17,5	29,8
Autres dettes		667,5	712,9
Passifs liés aux actifs destinés à être cédés	10	40,2	50,7
Total des passifs courants		3 373,4	3 600,2
Total des passifs		6 249,5	6 569,1
Total des passifs et des capitaux propres		10 580,2	10 922,1

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau des flux de trésorerie consolidé (non audité)

(en millions d'euros)	Note	Période close le 31 mars	
		2016	2015
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles			
Résultat opérationnel		93,0	103,9
Amortissements et dépréciations d'actifs	5-6-9	27,4	26,3
Avantages du personnel		(3,9)	(3,8)
Variation des autres provisions		4,2	(1,2)
Autres éléments opérationnels sans effet sur la trésorerie		2,5	4,3
Intérêts payés		(31,6)	(41,4)
Impôt payé		(20,3)	(34,0)
Flux de trésorerie des activités opérationnelles avant variation du besoin en fonds de roulement		71,2	54,3
Variation des stocks		4,1	(10,3)
Variation des créances clients		(68,5)	(27,5)
Variation des dettes fournisseurs		(223,5)	(183,1)
Variations des autres créances et autres dettes		0,8	(25,4)
Variation du besoin en fonds de roulement		(287,1)	(246,2)
Trésorerie nette provenant des activités opérationnelles		(215,9)	(191,9)
<i>dont flux de trésorerie des activités opérationnelles provenant des activités abandonnées</i>		-	(7,4)
Flux de trésorerie provenant des activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles		(34,6)	(32,6)
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles		3,6	0,5
Acquisition de filiales, sous déduction de la trésorerie acquise	3.2	(89,0)	(7,5)
Variation des placements à long terme		(0,3)	(2,7)
Trésorerie nette provenant des activités d'investissement		(120,3)	(42,4)
<i>dont flux de trésorerie des activités d'investissement provenant des activités abandonnées</i>		-	(0,9)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement			
Ventes / (Achats) d'actions propres		1,0	1,9
Remboursement d'obligations	13.2	-	(522,6)
Solte sur sw aps de taux d'intérêt qualifiés de couverture de juste valeur		3,0	-
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	13.2	119,0	239,9
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation	13.2	(134,1)	(154,1)
Variation des dettes au titre des contrats de location-financement	13.2	0,3	0,9
Trésorerie nette provenant des activités de financement		(10,9)	(434,0)
<i>dont flux de trésorerie des activités de financement provenant des activités abandonnées</i>		-	10,1
Variation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture		804,8	1 159,8
Effet de la variation des taux de change		(13,0)	(12,8)
Trésorerie reclassée en actifs destinés à être cédés		(0,7)	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture		443,9	478,7

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Tableau de variation des capitaux propres consolidés (non audité)

(en millions d'euros)

	Capital social	Prime d'émission	Résultats accumulés non distribués	Réserve de conversion	Réserve de couverture des flux de trésorerie futurs	Revalorisation de la dette nette de pension	Total attribuable aux actionnaires de la société mère	Intérêts ne conférant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Pour la période close le 31 mars 2015									
Au 1er janvier 2015	1 460,0	1 599,8	1 351,5	79,5	(1,7)	(153,4)	4 335,7	7,7	4 343,4
Résultat net	-	-	21,1	-	-	-	21,1	(0,4)	20,7
Autres éléments du résultat global	-	-	-	148,1	(1,1)	(36,9)	110,1	1,4	111,5
Résultat global de la période	-	-	21,1	148,1	(1,1)	(36,9)	131,1	1,0	132,2
Augmentation de capital	0,1	-	-	-	-	-	0,1	-	0,1
Paiements fondés sur des actions	-	-	4,0	-	-	-	4,0	-	4,0
Acquisition de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	0,6	0,6
Cessions / (achats) d'actions propres	-	-	1,5	-	-	-	1,5	-	1,5
Au 31 mars 2015	1 460,1	1 599,8	1 378,1	227,6	(2,8)	(190,3)	4 472,5	9,3	4 481,8
Pour la période close le 31 mars 2016									
Au 1er janvier 2016	1 509,4	1 680,5	1 154,4	160,6	(1,9)	(159,1)	4 343,9	9,0	4 352,9
Résultat net	-	-	38,9	-	-	-	38,9	(0,0)	38,8
Autres éléments du résultat global	-	-	-	(49,1)	(1,6)	(12,6)	(63,2)	(0,6)	(63,8)
Résultat global de la période	-	-	38,9	(49,1)	(1,6)	(12,6)	(24,4)	(0,6)	(25,0)
Paiements fondés sur des actions	-	-	1,8	-	-	-	1,8	-	1,8
Cessions / (achats) d'actions propres	-	-	1,0	-	-	-	1,0	-	1,0
Au 31 mars 2016	1 509,4	1 680,5	1 196,1	111,5	(3,5)	(171,7)	4 322,3	8,4	4 330,7

Les notes annexes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires résumés.

Notes annexes

1. | INFORMATIONS GÉNÉRALES

La société Rexel a été créée le 16 décembre 2004. Ses actions sont admises aux négociations sur le marché Eurolist d'Euronext Paris depuis le 4 avril 2007. Le groupe comprend Rexel et ses filiales (« le Groupe » ou « Rexel »).

L'activité du Groupe s'exerce principalement dans le secteur de la distribution professionnelle de matériel électrique basse tension et courants faibles. Il s'adresse à une variété étendue de clients et marchés dans le domaine de la construction, de l'industrie et des services. L'offre de produits comprend les équipements d'installation électrique, les conduits et câbles, les produits d'éclairage, de sécurité et communication et de génie climatique, l'outillage, ainsi que les produits blancs et bruns. Le Groupe exerce principalement son activité en Europe, en Amérique du Nord (États-Unis et Canada) et dans la zone Asie-Pacifique (principalement en Australie, Nouvelle-Zélande et en Chine).

Les présents états financiers consolidés intermédiaires résumés couvrent la période du 1^{er} janvier au 31 mars 2016 et ont été arrêtés par le Conseil d'administration le 28 avril 2016.

2. | PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

2.1 | Déclaration de conformité

Les états financiers consolidés intermédiaires résumés au 31 mars 2016 (désignés ci-après comme « les états financiers résumés ») ont été établis en conformité avec les International Financial Reporting Standards (IFRS), telles qu'adoptées par l'Union européenne. Ces états financiers résumés sont également conformes aux IFRS publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) et applicables au 31 mars 2016. En particulier, les états financiers résumés ont été préparés conformément à la norme IAS 34 relative à l'information financière intermédiaire. En application de celle-ci, seule une sélection de notes explicatives est incluse dans les présents états financiers résumés. Ces notes doivent être lues en complément des états financiers consolidés du Groupe établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2015 et inclus dans le document de référence enregistré par l'Autorité des Marchés Financiers le 7 avril 2016 sous le numéro D.16-0299.

Le référentiel IFRS, tel qu'adopté dans l'Union européenne, peut être consulté sur le site internet de la Commission européenne (http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

2.2 | Préparation des états financiers

Les états financiers résumés au 31 mars 2016 sont présentés en euros et toutes les valeurs sont arrondies au dixième de million le plus proche sauf indication contraire. Les totaux et sous-totaux présentés dans les états financiers consolidés sont calculés en milliers d'euros et arrondis ensuite au dixième de million le plus proche. Par conséquent, les montants peuvent ne pas s'additionner en raison des arrondis.

Ils sont établis suivant les principes et méthodes comptables identiques à ceux appliqués au 31 décembre 2015 et décrits dans les notes aux états financiers consolidés établis pour l'exercice clos le 31 décembre 2015, exceptions faites des nouvelles normes et interprétations présentées en note 2.2.1.

La préparation des états financiers selon les IFRS nécessite de la part de la direction d'exercer des jugements, d'effectuer des estimations et de faire des hypothèses qui ont un effet sur l'application des méthodes comptables et sur les montants des actifs et des passifs, des produits et des charges. Les valeurs réelles peuvent être différentes des valeurs estimées. Les estimations et les hypothèses sous-jacentes sont réexaminées régulièrement. L'effet des changements d'estimation comptable est comptabilisé au cours de la période du changement et de toutes les périodes ultérieures affectées.

2.2.1 | Changements de méthodes - amendements des normes IFRS

Le Groupe applique depuis le 1^{er} janvier 2016 les nouveaux amendements suivants tels qu'approuvés par l'Union européenne. Leur application n'a pas eu d'effet significatif sur les états financiers du Groupe :

- L'amendement limité de la norme IAS 19 « Régimes à prestations définies : contributions des membres du personnel » s'applique aux cotisations salariales ou à celles des tiers aux plans à prestations définies. Son objectif est de simplifier la comptabilisation des cotisations qui sont indépendantes du nombre d'années de service du salarié, comme par exemple les cotisations salariales qui sont calculées sur la base d'un pourcentage fixe du salaire.
- Les améliorations des normes IFRS 2010-2012, adoptées en décembre 2013, concernent des modifications mineures de normes existantes.
- Les amendements issus de la procédure annuelle d'amélioration des normes IFRS 2012-2014 introduisent des modifications mineures aux normes IFRS 5 « Actifs non courants détenus en vue de la vente et activités abandonnées », IFRS 7 « Instruments financiers - informations à fournir », IAS 19 « Avantages du personnel » et IAS 34 « Information financière intermédiaire ».
- L'amendement « Informations à fournir » à IAS 1 « Présentation des états financiers » traite du jugement professionnel à appliquer dans l'information à communiquer dans les états financiers. Par exemple, la matérialité s'applique à l'ensemble des états financiers et la communication d'informations non significatives peut altérer l'utilité des notes aux états financiers. Par ailleurs, l'amendement établit que le jugement professionnel doit être utilisé pour déterminer où et dans quel ordre les informations financières doivent être présentées.

2.2.2 | Normes et interprétations publiées par l'IASB et par le Comité d'Interprétation des normes internationales d'Information Financière (IFRIC) et non encore approuvées par l'Union européenne

Les normes et interprétations suivantes ont été publiées par l'IASB, mais ne sont pas encore approuvées par l'Union européenne. Leur effet éventuel sur le Groupe est en cours d'analyse, sauf indication contraire :

- Le 24 juillet 2014, l'IASB a achevé le dernier élément de sa réponse globale à la crise financière, en publiant la version finale de la norme IFRS 9 « Instruments financiers ». Les améliorations apportées par la norme IFRS 9 comprennent une approche logique pour la classification et l'évaluation des actifs et passifs financiers, un modèle de dépréciation unique, prospectif, fondé sur les « pertes attendues » et une approche sensiblement modifiée de la comptabilité de couverture. La nouvelle norme est applicable à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est autorisée.
- IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients » : cette nouvelle norme remplace IAS 11 « Contrats de construction » et IAS 18 « Produits des activités ordinaires » sur la reconnaissance du chiffre d'affaires. Le chiffre d'affaires sera reconnu afin de traduire le transfert des biens ou services aux clients de façon à refléter les encaissements que la société s'attend à recevoir en échange de ces biens ou services. La nouvelle norme est applicable à compter du 1^{er} janvier 2018. Une application anticipée est autorisée.
- Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme IFRS 16 sur la comptabilisation des contrats de location. Cette norme représente une évolution majeure dans la comptabilisation des contrats de location et prévoit un modèle unique de comptabilisation chez le preneur qui nécessite de reconnaître les actifs et passifs pour tous les contrats de location à l'exception de ceux d'une durée inférieure à 12 mois et ceux dont l'actif sous-jacent est de faible valeur. L'IFRS 16 est applicable aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2019.
- Dans le cadre de sa réflexion globale sur la présentation des états financiers, l'IASB a publié en janvier 2016 des amendements à IAS 7 « Etat des flux de trésorerie », qui imposent à une entité de fournir des informations permettant aux utilisateurs des états financiers d'évaluer les modifications intervenues dans les passifs inclus dans ses activités de financement, que ces modifications proviennent ou non des flux de trésorerie. Ces amendements sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. Une application anticipée est autorisée.

3. | REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

3.1 | Acquisitions de 2016

Le 4 janvier 2016, Rexel a acquis la société Sofinther, distributeur français spécialisé dans les équipements thermiques, de chauffage et de régulation réalisant un chiffre d'affaires annuel de 116 millions d'euros. Le prix d'achat s'est élevé à 81,6 millions d'euros incluant un *goodwill* d'un montant de 50,9 millions d'euros déterminé sur une base provisoire, la juste valeur des relations clients étant en cours d'évaluation à la date de clôture. Cette entité est consolidée à compter de sa date d'acquisition.

Par ailleurs, le Groupe a procédé au cours du premier trimestre 2016 aux acquisitions suivantes qui ne sont pas significatives à l'échelle du Groupe :

- Cordia, un distributeur français spécialisé dans les équipements de prévention contre l'incendie et les services associés ;
- Brohl & Appell, un distributeur américain spécialisé dans les automatismes industriels.

3.2 | Allocation du prix d'acquisition

Le tableau ci-dessous présente l'allocation du prix d'acquisition relative aux actifs identifiables acquis et aux passifs assumés des sociétés acquises en 2016.

Actifs nets acquis et contrepartie transférée des acquisitions consolidées au 31 mars 2016

<i>(en millions d'euros)</i>	Sofinther	Autres	Total
Autres immobilisations.....	2,8	0,8	3,6
Autres actifs non courants.....	0,7	0,0	0,7
Actifs courants.....	51,9	10,2	62,0
Dette financière nette	8,4	2,9	11,4
Autres passifs non courants.....	(1,0)	(0,2)	(1,2)
Passifs courants.....	(32,0)	(3,3)	(35,3)
Actifs nets acquis hors goodwill acquis	30,7	10,5	41,2
Goodwill acquis (2)	50,9	12,8	63,7
Contrepartie transférée	81,6	23,3	104,9
Trésorerie acquise.....	(11,8)	(3,9)	(15,7)
Décaissement au titre des entités non encore consolidées	-	-	-
Trésorerie nette décaissée au titre des acquisitions	69,8	19,3	89,1
Paiements différés du prix d'acquisition (1)	(1,6)	-	(1,6)
Trésorerie nette décaissée au titre des acquisitions 2016.....	68,2	19,3	87,5
Décaissement au titre d'entités acquises dans les années antérieures	-	1,5	1,5
Trésorerie nette décaissée au cours de la période	68,2	20,8	89,0

(1) converti au taux de change du jour de l'acquisition

(2) Montant provisoire au 31 mars 2016

Le montant des frais connexes à ces acquisitions s'est élevé à 0,8 million d'euros dont 0,3 million d'euros a été encouru au titre de la période close le 31 mars 2016.

Pour la période close le 31 mars 2016, la contribution des sociétés acquises en 2016 au chiffre d'affaires et au résultat opérationnel s'est élevée respectivement à 32,1 millions d'euros et 2,1 millions d'euros.

4. | INFORMATION SECTORIELLE

Conformément à la norme IFRS 8 « Secteurs opérationnels », les secteurs opérationnels sont déterminés sur la base de l'information mise à disposition de la direction pour analyser les résultats de l'activité du Groupe. La structure de cette information est organisée par zone géographique selon l'organisation interne du Groupe.

Selon cette organisation, les secteurs opérationnels présentés sont les suivants : l'Europe, l'Amérique du Nord et la zone Asie-Pacifique.

A la suite de la cession des activités en Amérique latine en 2015, le résultat des opérations en Amérique latine est présenté en activités abandonnées.

Le reporting financier du Groupe est revu mensuellement par la Direction Générale agissant en tant que principal décideur opérationnel.

Informations par secteur géographique pour les périodes closes les 31 mars 2016 et 2015

2016 (en millions d'euros)	Europe	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation	Total consolidé
Période close le 31 mars						
Chiffre d'affaires hors groupe.....	1 795,1	1 064,8	300,7	3 160,6	-	3 160,6
EBITA ⁽¹⁾	96,1	23,1	2,7	121,9	(8,1)	113,8
Au 31 mars						
Besoin en fonds de roulement	735,4	645,7	233,0	1 614,1	(11,8)	1 602,3
Goodwill	2 583,3	1 439,1	254,5	4 276,9	-	4 276,9
2015 (en millions d'euros)	Europe ⁽³⁾	Amérique du Nord	Asie- Pacifique	Total des secteurs opérationnels	Holdings et autres éléments de réconciliation (3)	Total consolidé
Période close le 31 mars⁽²⁾						
Chiffre d'affaires hors groupe	1 785,5	1 128,5	307,6	3 221,6	-	3 221,6
EBITA ⁽¹⁾	101,6	29,2	6,1	137,0	(10,5)	126,4
Au 31 décembre						
Besoin en fonds de roulement	572,5	588,1	175,3	1 335,9	(22,1)	1 313,8
Goodwill	2 543,7	1 465,4	257,6	4 266,6	-	4 266,6

(1) L'EBITA est défini comme le résultat opérationnel avant amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises et avant autres produits & autres charges

(2) Après reclassement du secteur opérationnel « Amérique latine » en activités abandonnées (voir note 9)

(3) Après reclassement de Rexel Holding Netherlands BV du secteur « Holdings » au secteur « Europe »

La réconciliation de l'EBITA avec le résultat net avant impôt du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 31 mars	
	2016	2015 ⁽¹⁾
EBITA - Activités poursuivies	113,8	126,4
Amortissement des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises.....	(3,9)	(4,3)
Autres produits et autres charges	(16,9)	(17,2)
Charges financières (nettes)	(33,2)	(69,6)
Résultat net avant impôt - Activités poursuivies	59,7	35,4

⁽¹⁾ Après reclassement du secteur opérationnel « Amérique latine » en activités abandonnées (voir note 9)

La réconciliation du total des actifs et passifs alloués avec le total des actifs du Groupe est présentée dans le tableau suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 mars	Au 31 décembre
	2016	2015
Besoin en fonds de roulement	1 602,3	1 313,8
Goodwill	4 276,9	4 266,6
Total des actifs et passifs alloués	5 879,2	5 580,4
Passifs inclus dans le besoin en fonds de roulement	2 581,5	2 842,7
Intérêts courus à recevoir	2,5	0,7
Autres actifs non courants	1 426,9	1 430,5
Actifs d'impôt différé	156,8	159,0
Créances d'impôt courant	35,3	47,6
Actifs destinés à être cédés	48,4	53,8
Instruments dérivés	5,7	2,4
Trésorerie et équivalents de trésorerie	443,9	804,8
Total des actifs du Groupe	10 580,2	10 922,1

5. | FRAIS ADMINISTRATIFS ET COMMERCIAUX

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 31 mars	
	2016	2015 ⁽¹⁾
Charges de personnel	401,0	404,2
Charges d'occupation des locaux	70,6	72,8
Autres charges externes	157,0	159,9
Amortissements	23,5	21,5
Amortissements des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	3,9	4,3
Créances irrécouvrables	7,3	9,7
Total frais administratifs et commerciaux	663,3	672,3

⁽¹⁾ Après reclassement du secteur opérationnel « Amérique latine » en activités abandonnées (voir note 9)

6. | AUTRES PRODUITS ET AUTRES CHARGES

(en millions d'euros)	Période close le 31 mars	
	2016	2015 ⁽¹⁾
Plus-values de cession d'immobilisations corporelles	0,3	0,0
Reprise de dépréciation d'immobilisations	0,1	0,1
Reprise de provisions non utilisées	0,4	0,1
Autres produits opérationnels	0,1	0,1
Total autres produits	0,9	0,2
Charges de restructuration	(13,6)	(15,3)
Moins-values de cession d'immobilisations corporelles	(0,1)	(0,4)
Frais connexes aux acquisitions dans le cadre des regroupements d'entreprises	(0,8)	(0,4)
Pertes sur compléments de prix	(1,1)	-
Autres charges opérationnelles	(2,3)	(1,3)
Total autres charges	(17,8)	(17,4)

(1) Après reclassement du secteur opérationnel « Amérique latine » en activités abandonnées (voir note 9)

(2) Les coûts de restructuration sont principalement relatifs à la réorganisation des fonctions support au Royaume-Uni et du réseau d'agences en Amérique du Nord, ainsi qu'aux changements du personnel au sein de la Direction du Groupe

7. | CHARGES FINANCIÈRES NETTES

(en millions d'euros)	Période close le 31 mars	
	2016	2015 ⁽¹⁾
Produits d'intérêts sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie ...	0,1	0,5
Produits d'intérêts sur les créances et prêts	0,6	0,4
Total des produits financiers	0,7	0,9
Charges d'intérêt sur la dette (comptabilisée au coût amorti).....	(30,1)	(40,9)
Produit (charge) d'intérêt sur les dérivés de taux d'intérêt.....	1,0	2,8
Reclassement en résultat des gains et pertes sur instruments dérivés précédemment différés en autres éléments du résultat global	-	(0,1)
Variation de juste valeur des instruments dérivés de taux par le résultat	0,9	(2,3)
Coût de l'endettement financier	(28,1)	(40,5)
Frais financiers liés aux opérations de remboursement ⁽²⁾	-	(19,6)
<i>Gain / (perte) de change</i>	<i>(3,3)</i>	<i>(3,9)</i>
<i>Variation de juste valeur des instruments dérivés de change par le résultat ...</i>	<i>3,2</i>	<i>0,5</i>
Résultat de change net.....	(0,1)	(3,4)
Charge nette sur engagements au titre des avantages du personnel .	(2,8)	(3,0)
Charges financières diverses	(3,0)	(4,1)
Autres charges financières	(5,8)	(10,4)
Charges financières nettes	(33,2)	(69,6)

(1) Après reclassement du secteur opérationnel « Amérique latine » en activités abandonnées (voir note 9)

(2) Frais financiers liés au remboursement anticipé en mars 2015 des obligations à échéance 2018

8. | IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

La charge d'impôt sur le résultat au titre d'une période intermédiaire est calculée sur la base du taux d'impôt sur le résultat qui serait applicable au résultat total de l'exercice, c'est-à-dire en appliquant au résultat avant impôt de la période intermédiaire le taux effectif moyen attendu pour l'exercice 2016. Le taux effectif d'impôt, pour la période close le 31 mars 2016, s'établit à 35,0% comparé à 34,6% pour la période close le 31 mars 2015.

9. | OPÉRATIONS ABANDONNÉES

Le 15 septembre 2015, le Groupe a cédé ses activités en Amérique latine à Sonepar pour un montant de 17,2 millions d'euros (18,6 millions de dollars américains).

Le compte de résultat du secteur opérationnel « Amérique latine » présenté en résultat net des activités abandonnées se détaille comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 31 mars 2015
Chiffre d'affaires	64,6
Coût des ventes	(51,1)
Marge brute	13,5
Frais administratifs et commerciaux	(14,4)
Résultat opérationnel avant autres produits et charges	(0,9)
Autres produits et charges	(0,2)
Résultat opérationnel	(1,1)
Charges financières (nettes)	(2,6)
Résultat net avant impôt	(3,8)
Impôt sur le résultat	1,3
Résultat net des activités abandonnées	(2,5)
Résultat net par action :	
<i>Résultat de base par action (en euros)</i>	<i>(0,01)</i>
<i>Résultat dilué par action (en euros)</i>	<i>(0,01)</i>

Frais administratifs et commerciaux

<i>(en millions d'euros)</i>	Période close le 31 mars 2015
Charges de personnel	7,9
Charges d'occupation des locaux	1,8
Autres charges externes	3,2
Amortissements	0,5
Amortissements des immobilisations incorporelles reconnues lors de l'allocation du prix d'acquisition des entités acquises	0,1
Créances irrécouvrables	0,9
Total frais administratifs et commerciaux	14,4

10. | ACTIFS DESTINÉS À ÊTRE CÉDÉS

Le 19 janvier 2016, le Groupe a signé un contrat-cadre et des contrats de ventes locaux avec le groupe Würth pour lui céder ses activités en Pologne, en Slovaquie et aux Pays Baltes. Ces contrats prévoient un prix de vente fondé sur une valeur d'entreprise de 10 millions d'euros diminuée des ajustements de besoin en fonds de roulement calculé à la date de cession. Cette transaction a été approuvée par les autorités de la concurrence le 18 avril 2016. Les contrats de cession prévoient que Rexel indemnise l'acquéreur pour tout passif qu'il aurait à subir au titre de cette transaction. La garantie de passif est limitée à un montant de 8 millions d'euros. Cette cession n'a pas été qualifiée d'activité abandonnée car la Pologne, la Slovaquie et les Pays Baltes ne représentent pas une zone géographique majeure. Les résultats des activités concernées ne sont donc pas présentés séparément dans le compte de résultat.

Les actifs et passifs de ces pays classés en actifs et passifs destinés à être cédés se présentent ainsi :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 mars 2016	Au 31 décembre 2015
Actifs		
Stocks	9,9	8,0
Créances clients	29,2	36,3
Autres créances	2,5	3,5
Trésorerie et équivalents de trésorerie	3,7	2,9
Total des actifs	45,3	50,7
Dettes		
Dettes financières	0,2	0,2
Dettes fournisseurs	27,5	38,2
Autres dettes	12,5	12,3
Total des passifs	40,2	50,6
Actifs nets destinés à être cédés	5,0	0,1

Au 31 mars 2016, la réserve de conversion reconnue en capitaux propres est de 6,1 millions d'euros, qui sera reclassée en résultat lors de la cession effective.

Par ailleurs, les autres actifs destinés à être cédés s'élevant à 3,1 millions d'euros comprennent essentiellement des immeubles en Europe.

11. | RÉSULTATS PAR ACTION

Les informations sur les résultats et le nombre d'actions ayant servi au calcul du résultat de base et du résultat dilué sont présentées ci-dessous :

	Période close le 31 mars	
	2016	2015
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société:		
- dont résultat net des activités poursuivies (en millions d'euros)	38,9	23,6
- dont résultat net des activités cédées (en millions d'euros)	-	(2,5)
Résultat net revenant aux actionnaires de la Société (en millions d'euros)	38,9	21,1
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	300 288	290 378
Actions potentielles dilutives résultant du paiement du dividende en actions (en milliers) ..	-	239
Actions potentielles non dilutives (en milliers)	664	1 168
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles non dilutives (en milliers)	300 952	291 785
Résultat net par action (en euros)	0,13	0,07
Actions potentielles dilutives (en milliers)	950	1 481
- dont options de souscription d'actions (en milliers)	77	105
- dont actions attribuées gratuitement (en milliers)	873	1 376
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation ajusté des actions potentielles dilutives (en milliers)	301 902	293 266
Résultat net dilué par action (en euros)	0,13	0,07

(1) Le nombre d'actions potentielles dilutives ne tient pas compte des actions attribuées gratuitement dont l'attribution est soumise à des conditions de performance ou de marché non encore réalisées à la date de clôture.

12. | AVANTAGES DU PERSONNEL

Au 31 mars 2016, les régimes à prestations définies les plus importants ont été réévalués. Ils concernent le Canada, la Suisse et le Royaume-Uni. Les écarts actuariels ont été estimés sur la base d'une analyse de la sensibilité des taux d'actualisation et du rendement des fonds investis dans les plans de retraite.

Pour la période close le 31 mars 2016, les pertes actuarielles avant impôt constatées dans le résultat global pour un montant de 17,4 millions d'euros (pertes actuarielles de 42,9 millions d'euros au titre de la période close le 31 mars 2015) résultent de la baisse des taux d'actualisation par rapport aux taux utilisés au 31 décembre 2015.

Le tableau suivant présente les taux d'actualisation des plans concernés :

Taux d'actualisation (en %)	Au 31 mars 2016	Au 31 décembre 2015	Au 31 mars 2015
Royaume-Uni	3,50	3,50	3,25
Canada	3,75	4,00	3,50
Suisse	0,50	0,75	0,75

13. | ENDETTEMENT FINANCIER

Cette note présente des informations sur l'endettement financier au 31 mars 2016. L'endettement financier inclut les dettes auprès d'établissements financiers portant intérêt, les emprunts et intérêts courus nets des coûts de transaction.

13.1 | Endettement financier net

Au 31 mars 2016, l'endettement financier net consolidé de Rexel s'élève à 2 495,6 millions d'euros et s'analyse ainsi :

(en millions d'euros)	Au 31 mars 2016			Au 31 décembre 2015		
	Courant	Non courant	Total	Courant	Non courant	Total
Obligations senior	-	1 637,0	1 637,0	-	1 637,1	1 637,1
Titrisation	323,4	606,9	930,3	378,7	710,8	1 089,4
Emprunts auprès des établissements de crédit	64,9	4,6	69,5	57,2	1,5	58,7
Billets de trésorerie	206,6	-	206,6	134,6	-	134,6
Concours bancaires et autres emprunts	104,8	-	104,8	88,4	-	88,4
Location financement	7,6	20,1	27,7	8,0	19,5	27,6
Intérêts courus	27,5	-	27,5	8,1	-	8,1
Moins coûts de transaction	(6,4)	(25,2)	(31,6)	(6,5)	(26,9)	(33,3)
Autres dettes financières et intérêts courus	728,4	2 243,4	2 971,8	668,5	2 342,1	3 010,6
Trésorerie et équivalents de trésorerie			(443,9)			(804,8)
Intérêts courus à recevoir			(2,5)			(0,7)
Dérivés de couverture de la dette.....			(29,8)			(6,4)
Endettement financier net			2 495,6			2 198,7

(1) Dont intérêts courus sur les obligations pour un montant de 21,4 millions d'euros au 31 mars 2016 (3,3 millions d'euros au 31 décembre 2015)

(2) Les dérivés de couverture de la dette incluent les instruments de taux désignés comme couverture de juste valeur et des dérivés de couverture de change adossés à la dette financière

13.1.1 | Obligations

Au 31 mars 2016, la valeur comptable des obligations se détaille comme suit :

	Au 31 mars 2016				Au 31 décembre 2015			
	Nominal (en millions de devises)	Nominal (en millions d'euros)	Ajuste- ments de juste valeur (1)	Total	Nominal (en millions de devises)	Nominal (en millions d'euros)	Ajuste- ments de juste valeur (1)	Total
Obligations remboursables en 2020	USD 500,0	439,2	12,4	451,6	USD 500,0	459,3	4,5	463,8
Obligations remboursables en 2020	EUR 650,0	650,0	20,4	670,4	EUR 650,0	650,0	19,7	669,7
Obligations remboursables en 2022	EUR 500,0	500,0	15,1	515,1	EUR 500,0	500,0	3,8	503,8
TOTAL		1 589,2	47,9	1 637,0		1 609,3	28,0	1 637,1

(1) Ajustement pour traduire les variations du taux d'intérêt sur une partie des obligations couvertes par des instruments dérivés de couverture de juste valeur (voir note 14)

13.1.2 | Programmes de cession de créances

Le Groupe gère plusieurs programmes de cession de créances commerciales, présentés dans le tableau ci-dessous, lui permettant d'obtenir des financements à un coût moindre que celui des emprunts obligataires ou bancaires.

Les spécificités des programmes de cession de créances du Groupe varient selon les pays considérés. Les filiales concernées restent en charge du recouvrement des créances après leur cession. Ces créances sont cédées à des entités « *ad hoc* », fonctionnant sans aucune intervention des filiales. Les entités « *ad hoc* » obtiennent le financement nécessaire à l'achat de celles-ci notamment par l'émission d'instruments de dette à court terme, comme des billets de trésorerie français ou du *commercial paper* américain ou canadien, notés par des agences de notation.

Ces programmes imposent le respect de certaines obligations contractuelles relatives à la qualité du portefeuille de créances commerciales, notamment en ce qui concerne le ratio de dilution (créances ayant fait l'objet d'un avoir par rapport au montant total des créances commerciales éligibles), des ratios de défauts et d'arriérés (ratios relatifs respectivement au rapport entre les créances commerciales arriérées ou douteuses et les créances commerciales éligibles). Au 31 mars 2016, toutes les obligations contractuelles au titre des programmes de cession de créances commerciales sont satisfaites. Ces programmes sont permanents et ne subissent aucun effet de saisonnalité autre que celui relatif à l'activité courante.

Les principales informations de ces programmes de titrisation, incluant le programme hors bilan, sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Programme	Encours maximum autorisé	Montant des créances cédées au 31 mars 2016	Sommes tirées au 31 mars 2016	Solde dû		Échéance
				au 31 mars 2016	au 31 décembre 2015	
(en millions de devises)				(en millions d'euros)		
Europe - Australie ⁽¹⁾	425,0 EUR	429,4 EUR	301,7 EUR	301,7	345,7	18/12/2017
Etats-Unis	545,0 USD	602,5 USD	427,0 USD	375,1	444,9	20/12/2017
Canada	175,0 CAD	215,4 CAD	137,0 CAD	92,9	115,8	18/01/2019
Europe	384,0 EUR	467,2 EUR	323,4 EUR	323,4	378,2	20/12/2016
TOTAL				1 093,1	1 284,6	
dont :						
	- Dette enregistrée au bilan :			930,3	1 089,4	
	- Financement hors bilan :			162,9	195,2	

⁽¹⁾ Encours maximum autorisé réduit à 375,0 millions d'euros le 18 avril 2016

Ces programmes de cession de créances portent intérêt à taux variables majorés d'une marge spécifique à chaque programme.

Au 31 mars 2016, l'encours maximum autorisé de ces programmes de titrisation s'élevait à 1 406,4 millions d'euros et était utilisé à hauteur de 1 093,1 millions d'euros.

13.1.3 | Billets de trésorerie

Rexel a lancé un programme de billets de trésorerie de 500 millions d'euros, dont l'échéance varie d'un à trois mois en fonction du type de billet de trésorerie émis, dans le but de diversifier le portefeuille d'investisseurs et d'optimiser les coûts de financement.

Au 31 mars 2016, le montant des billets de trésorerie émis s'élève à 206,6 millions d'euros (134,6 millions d'euros au 31 décembre 2015).

13.2 | Variation de l'endettement net

Aux 31 mars 2016 et 2015, la variation de l'endettement financier net se présente comme suit :

<i>(en millions d'euros)</i>	2016	2015
Au 1er janvier	2 198,7	2 213,1
Remboursement d'obligations senior	-	(522,6)
Variation nette des facilités de crédit, des billets de trésorerie et autres dettes financières	119,0	239,9
Variation nette des lignes de crédit	119,0	(282,7)
Variation nette des financements reçus au titre des programmes de titrisation.....	(134,1)	(154,1)
Variation des dettes au titre des contrats de location-financement	0,3	0,9
Variation nette des dettes financières	(14,9)	(435,9)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	347,1	668,3
Effet de la variation des taux de change sur l'endettement net	(41,1)	182,6
Effet des acquisitions sur l'endettement brut.....	4,4	1,7
Effet des cessions sur l'endettements brut	-	1,7
Amortissement des coûts de transaction.....	1,6	2,9
Frais financiers non récurrents liés aux opérations de refinancement.....	-	19,6
Autres variations	(0,3)	(1,5)
Au 31 mars	2 495,6	2 652,5

13.3 | Risque de liquidité

La politique poursuivie par le Groupe pour gérer ses liquidités consiste à s'assurer qu'il y aura un montant suffisant de liquidités pour payer les dettes à leur échéance. Le Groupe vise à maintenir le niveau de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, ainsi que celui des facilités de crédit disponibles, à un montant qui couvre les décaissements relatifs aux dettes financières à un horizon de 12 mois.

L'échéancier des remboursements contractuels des dettes financières, en capital, est le suivant :

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 mars	Au 31 décembre
	2016	2015
Echéances :		
Un an	734,9	675,0
Deux ans	522,8	602,8
Trois ans	98,2	4,0
Quatre ans	1 125,3	118,5
Cinq ans	1,5	1 134,0
Au delà.....	520,7	509,6
Sous-total dette financière	3 003,4	3 043,9
Coûts de transaction	(31,6)	(33,3)
Dette financière	2 971,8	3 010,6

Les obligations émises en avril 2013 pour un montant de 650 millions d'euros et 500 millions de dollars américains sont à échéance en juin 2020 et celles émises en mai 2015 pour un montant de 500 millions d'euros sont à échéance en juin 2022.

Le contrat de Crédit Senior a été amendé en novembre 2014 pour une période de 5 ans se terminant en novembre 2020. Le contrat de Crédit Senior et la ligne bilatérale de 45 millions d'euros offrent une ligne de crédit multidevises renouvelable d'un montant total de 1 027 millions d'euros, qui peut également être utilisée au moyen de tirages au jour le jour jusqu'à hauteur d'un montant de 157,5 millions d'euros.

Le 26 juin 2015, Rexel a prorogé la date d'échéance de la ligne de crédit de 40 millions de dollars américains avec Wells Fargo Bank International de deux ans la portant au 27 juin 2017. Au 31 mars 2016, cette ligne de crédit n'était pas utilisée.

Enfin, les programmes de titrisation arrivent à échéance en 2016, 2017 et 2019. Le financement résultant de ces programmes dépend directement du montant et de la qualité du portefeuille de créances cédées. Dans l'hypothèse où les entités concernées ne respecteraient pas certains engagements, ces programmes de titrisation pourraient faire l'objet d'une résiliation anticipée, ce qui aurait un effet défavorable sur la situation financière du Groupe et sa liquidité. Par ailleurs, dans l'hypothèse où les entités *ad hoc* ne seraient plus en mesure d'émettre des instruments de dette (billets de trésorerie) dans des conditions équivalentes à celles pratiquées à ce jour, la liquidité et la situation financière du Groupe pourraient être affectées.

Les dettes fournisseurs s'élèvent à 1 919,9 millions d'euros au 31 mars 2016 (2 138,3 millions d'euros au 31 décembre 2015) et sont exigibles à moins d'un an.

Au 31 mars 2016, le montant des liquidités du Groupe s'élève à 1 194,7 millions d'euros (1 645,5 millions d'euros au 31 décembre 2015) représentant un excédent de 459,8 millions d'euros comparé au montant de 734,9 millions d'euros de dettes financières exigibles à l'horizon de 12 mois.

<i>(en millions d'euros)</i>	Au 31 mars 2016	Au 31 décembre 2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie...	443,9	804,8
Concours bancaires.....	(104,8)	(88,4)
Billets de trésorerie.....	(206,6)	(134,6)
Contrat de crédit senior non tiré.....	982,0	982,0
Lignes Bilatérales.....	80,1	81,7
Liquidité.....	1 194,7	1 645,5

14. | JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Au 31 mars 2016, le Groupe détient différentes catégories d'instruments financiers évalués à la juste valeur, qui sont présentées dans le tableau suivant :

(en millions d'euros)	Au 31 mars 2016		Au 31 décembre 2015		Hiérarchie IFRS13
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur	
Actifs financiers					
Instruments dérivés dans une relation de couverture ..	27,1	27,1	8,2	8,2	Niveau 2
Autres instruments dérivés	5,7	5,7	2,6	2,6	Niveau 2
Passifs financiers					
Obligations senior	1 637,0	1 627,6	1 637,1	1 646,2	Niveau 1
Instruments dérivés dans une relation de couverture ..	4,5	4,5	1,1	1,1	Niveau 2
Autres instruments dérivés	10,3	10,3	12,5	12,5	Niveau 2

Hiérarchie IFRS

Tous les instruments financiers pour lesquels la juste valeur est soit reconnue, soit donnée en information sont classés dans des catégories selon une hiérarchie de juste valeur, telle qu'elle est décrite ci-dessous, fondée sur la donnée du plus bas niveau qui est significative pour la juste valeur prise dans son ensemble :

- Niveau 1 : prix cotés (non ajustés) sur un marché actif pour des actifs ou des passifs identiques
- Niveau 2 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, est observable directement ou indirectement)
- Niveau 3 : techniques d'évaluation (pour lesquelles la donnée au niveau le plus fin, qui est significative pour la détermination de la juste valeur, n'est pas observable)

Techniques d'évaluation

Les contrats de couverture de risque de change sont évalués en fonction des taux de change spot observables, des courbes de rendement des devises concernées, ainsi que des écarts de change entre les devises concernées.

Les *swaps* de taux d'intérêt sont évalués selon les techniques d'évaluation fondées sur les courbes de rendement de taux d'intérêt observables. Le Groupe intègre également le risque de contrepartie pour les instruments dérivés actifs ou le risque propre du Groupe pour les instruments dérivés passifs.

15. | SAISONNALITÉ

Malgré un faible degré de saisonnalité du chiffre d'affaires, les variations du besoin en fonds de roulement entraînent une saisonnalité des flux de trésorerie. En règle générale, les flux de trésorerie générés par le Groupe sont plus élevés au quatrième trimestre par rapport aux trois premiers trimestres, dès lors que le besoin en fonds de roulement est plus élevé au cours de ces périodes.

16. | LITIGES

A la suite d'un contrôle fiscal, la société a reçu en décembre 2011 une proposition de rectification dans laquelle l'administration fiscale prétendait que Rexel n'a pas apporté la preuve que les emprunts contractés auprès de Ray Finance LP (filiale de Ray Investment Sarl, société mère de Rexel à l'époque des faits) pour un montant de 952 millions d'euros fussent des opérations réelles ; elle alléguait également que Ray Finance LP bénéficiait d'un régime fiscal privilégié et rejetait par ces moyens la déduction de 91 millions d'euros d'intérêts pour les années 2005 à 2007. Rexel a contesté l'ensemble de cette argumentation et a porté le litige devant la Cour Administrative en avril 2014. En mars 2016, la Cour Administrative a jugé que la position de Rexel était correcte. L'administration fiscale peut faire appel de ce jugement. Ce litige est provisionné à hauteur de 31,3 millions d'euros au travers d'une dépréciation des actifs d'impôts différés relatifs aux déficits fiscaux.

17. | EVENEMENTS POSTERIEURS A LA PERIODE DE REPORTING

A la date de présentation des états financiers consolidés intermédiaires résumés, il n'y a pas eu d'événements postérieurs au 31 mars 2016 susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière de Rexel.